

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Lichtenberger

Prénom : Jean-Michel

Institution ou entreprise : Centre médical international

Axe(s) : Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?

Intitulé de votre contribution : Décréter une journée de deuil et créer une instance de réconciliation / Faire émerger par l'étude des vérités opposables

Résumé de votre contribution :

La crise aura aggravé la mise au jour de la fracture sociale, tout en créant des passerelles de considération entre une berge et l'autre (soignants, éboueurs, caissiers...). En profiter ? Une épreuve comme celle que tous auront vécu exigera une réadaptation. Et nous aurons tous connu des victimes emportées par la maladie. Un travail de deuil s'imposera. D'où la proposition d'organiser des « funérailles nationales » de la crise qui s'inscriraient dans les mémoires sous la forme d'un jour de commémoration annuelle. On conclut et on repart. Et qu'elles soient organisées à tous niveaux, du village à l'État, pour impliquer autant que possible les diverses communautés dans une perspective de réconciliation / reconstruction collective. En somme saisir au mieux cette extraordinaire opportunité qu'offre la crise, sujet commun, pour faire réémerger du sens au commun, dans ses diversités et inégalités, mais dans un sens commun.

Petites propositions :

Faire émerger par l'étude des vérités opposables

Décréter une journée de deuil et créer une instance de réconciliation

Dans la tentative d'imaginer l'après, je vois se dessiner une terrible bifurcation.

Une voie mène à la prise de conscience individuelle que nous n'avons pas su écouter Nature (au sens Montaigne) dans la conduite de notre destin collectif, et qu'il est grand temps de mettre la main sur le gouvernail pour y faire peser assez de forces pour nous faire changer de direction.

L'autre voie mène à la défaite individuelle qui nous livre mains liées et suppliantes à des pouvoirs rassurants et surveillants qui prendront en main un avenir que l'on n'a pas su maîtriser et qui nous terrorise.

Et je suis tout sauf sûr qu'il y ait une troisième voie, si ce n'est à dire que certains vont emprunter la première et d'autres la seconde. Sans doute pays par pays, au prix de l'écrasement de ceux qui n'ont pas voulu prendre la "bonne" route. L'optimisme de penser que la démocratie est assez forte pour réduire cette fracture n'est pas de mise.

Mais sa force peut être de tout faire pour partir et faire partir sur la première voie. S'il y faut de l'autorité qu'elle ne soit que pour de maintenir sur cette voie, sans atermoiements mais sans en dévier vers l'autoritarisme.

Comment ? Commençons par les réflexions.

Par la résistance : sans relâche dénoncer les menteurs, démasquer les démagogues, dire les vérités autant que les doutes, arrêter enfin de céder à la facilité politique.

Par la rassurance : montrer par les actes que le monde est toujours à construire, par chacun du balayeur au président, et comment chacun peut en être, de sa ferme isolée à son bureau de la Défense ou du centre parisien. Et qu'aucune échelle de valeurs ne vient mesurer les actions de chacun, chez lui, à son travail, dans son association, dans son gouvernement.

Par la surveillance : de ce qui se fait ailleurs et ici pour vérifier les jalons et que l'on est bien toujours sur la bonne voie ; et regarder avec humilité ce que font les autres pour en tirer leçons. Et par l'opposition farouche à la surveillance individuelle arrivée en prétexte de succès par la crise Covid.

Par la connivence : l'échange et la solidarité devenus les moteurs de la reconstruction, au niveau de sa maison, de sa ville, de son pays. Pour que chaque action rappelle qu'individus nous sommes sociaux et humains. La crise nous l'aura montré, et crié sur les balcons, ne l'oublions pas trop vite.

Comment ? Continuons par les actions.

Il va être fondamental de conduire des études pour faire front objectif à tout ce qui va se raconter dans tous les sens. Par exemple :

Peut-on démontrer une relation entre la nature du régime politique d'un pays et l'évolution de l'épidémie dans ce pays ? Oser une étude objective affrontant les questions :

- ➔ Quelle aura été la force d'une démocratie pour prévenir, puis pour maîtriser ?
- ➔ Qu'aura amené un régime populiste pour (ne pas) prévenir ?
- ➔ Qu'aura permis un régime autoritaire pour maîtriser ?

Quels changements de comportements dans le double mouvement parallèle entraîné par la situation : distanciation (sociale et individuelle) et rapprochement ?

Quelle évolution de la soumission à l'autorité ?

Si l'on garde l'image guerrière, on a ceux qui sont au front (confinés entassés, travaillant exposés, à la rue) et ceux qui sont restés à l'arrière (résidence secondaire, télétravail confortable).

Ne faut-il pas affronter que la crise aura mis au grand jour ces deux blocs et en préparer la réconciliation ? Car le risque est que le front revienne épuisé, lessivé tandis que l'arrière requinqué reprendra les manettes avec d'autant plus de force. Ne doit-on pas commencer par faire un bilan

sans fard dont on tire avec pédagogie les leçons ? Ne pourra-t-on ainsi au mieux prévenir et éviter la révolte déjà préfigurée par les gilets jaunes qui deviendraient fluo ?

- ➔ Décréter une journée de deuil national, et peut-être un jour de commémoration annuelle (pourquoi pas remplacer le 11 novembre ou associer au 8 mai pour la coïncidence de dates) pour honorer les morts - au front comme à l'arrière - car ils seront nombreux et que chacun sans doute en connaîtra.
- ➔ Préparer une com' publique de valorisation du « front » ; les professionnels de santé ne sont pas oubliés, mais il s'agit aussi largement de tous les autres, les invisibles, qu'ils travaillent ou se rongent à l'étroit. « Vous avez souffert, on va s'occuper de vous ».
- ➔ Apprendre aux vainqueurs que le monde n'est pas à eux et qu'au lieu de profiter de la faiblesse des autres ils les fassent monter à bord de leurs projets sur un pied d'égalité.

En somme promouvoir une quasi sorte de réconciliation nationale façon sud-africaine. Pour ce faire créer une instance aussi représentative que possible des régions, des métiers, des classes sociales. Instance imaginative, fertile et dotée de moyens de faire. Dont la gouvernance évite de s'empêtrer dans du consensus bloquant ou de la bureaucratie stérilisante. Qui soit tenue de rendre compte localement et à la nation, et soit contrôlée par un contre-pouvoir si les médias n'y suffisent pas.

Toute choses qui peuvent se préparer dès maintenant.

Résumé

La crise aura aggravé la mise au jour de la fracture sociale, tout en créant des passerelles de considération entre une berge et l'autre (soignants, éboueurs, caissiers...). En profiter ?

Une épreuve comme celle que tous auront vécu exigera une réadaptation. Et nous aurons tous connu des victimes emportées par la maladie. Un travail de deuil s'imposera.

D'où la proposition d'organiser des « funérailles nationales » de la crise qui s'inscriraient dans les mémoires sous la forme d'un jour de commémoration annuelle. On conclut et on repart.

Et qu'elles soient organisées à tous niveaux, du village à l'État, pour impliquer autant que possible les diverses communautés dans une perspective de réconciliation / reconstruction collective.

En somme saisir au mieux cette extraordinaire opportunité qu'offre la crise, sujet commun, pour faire réémerger du sens au commun, dans ses diversités et inégalités, mais dans un sens commun.